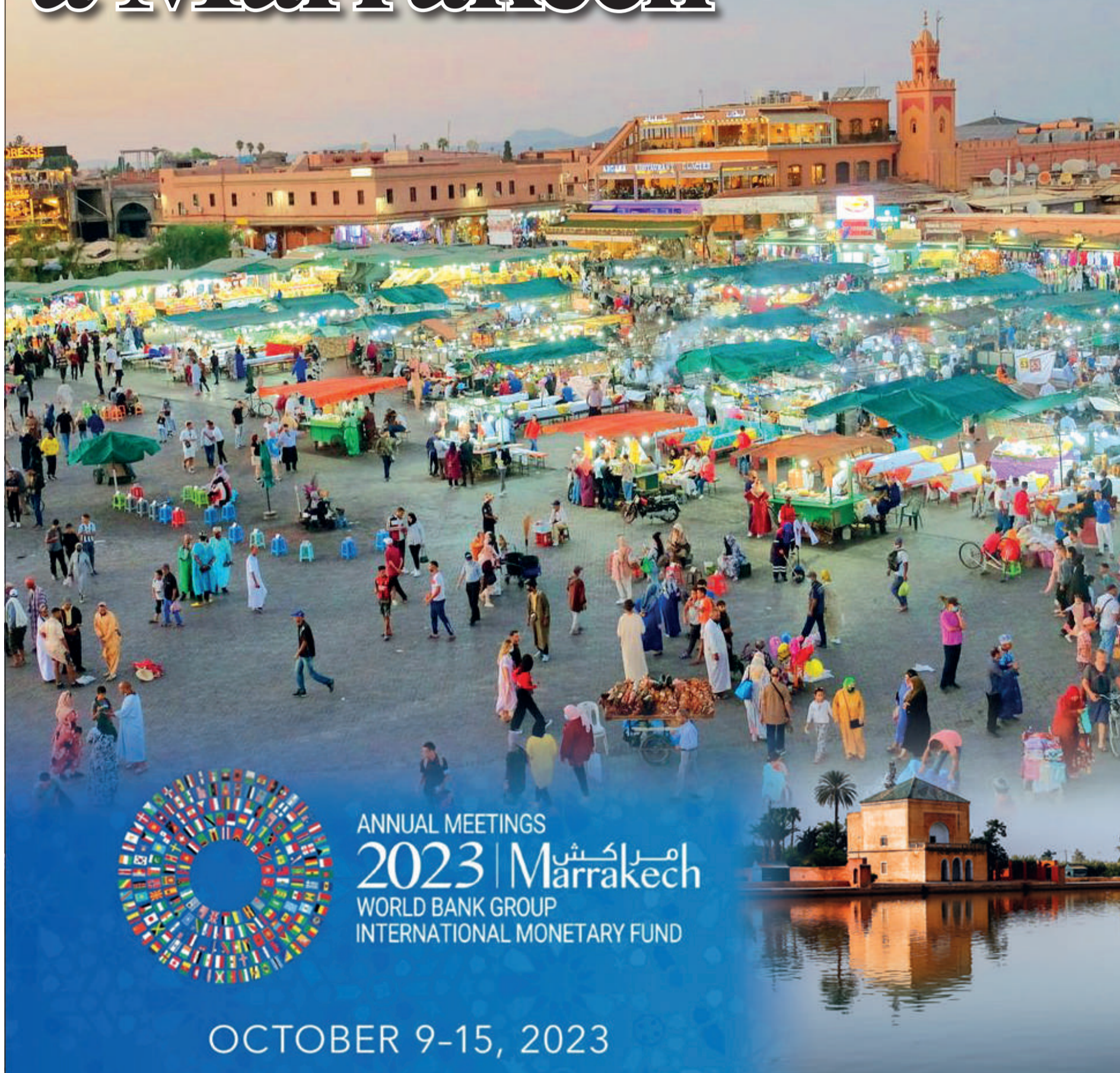


L'ECONOMISTE

La finance mondiale à Marrakech



ANNUAL MEETINGS
2023 | **مراكش Marrakech**
WORLD BANK GROUP
INTERNATIONAL MONETARY FUND

OCTOBER 9-15, 2023



Assemblées annuelles FMI/Banque mondiale

«Faire entendre la voix de l'Afrique»

■ Pour Nadia Fettah, cet événement permettra de mieux aborder les défis que le continent se doit de relever

■ Détails du dispositif déployé pour accueillir les 12.000 participants

C'EST aujourd'hui que démarrent les réunions des Assemblées annuelles du FMI et de la Banque mondiale à Marrakech. Le Maroc «accueillera la communauté internationale dans un esprit de solidarité et d'engagement pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés», selon Kristalina Georgieva, DG du FMI, qui intervenait, jeudi dernier, lors de la cérémonie officielle de levée de rideau à Abidjan. Pour elles, cet événement marquera un anniversaire important: un demi-siècle s'est écoulé depuis la dernière fois que ces assemblées se sont déroulées en Afrique, à Nairobi, en 1973. Depuis, le monde a profondément changé. «L'espérance de vie a augmenté, la pauvreté a reculé, le système monétaire international s'est adapté à un régime de change souple et les technologies ont transfor-



Pour Kristalina Georgieva, DG du FMI, le Maroc «accueillera la communauté internationale dans un esprit de solidarité et d'engagement pour relever les défis auxquels nous sommes confrontés». Cet événement sera «l'occasion de faire entendre la voix de l'Afrique et des pays du Sud», selon Nadia Fettah, ministre des Finances (Ph. Mokhtari)

me notre façon de travailler, de nous divertir, de communiquer...», a-t-elle affirmé. Elle a néanmoins rappelé que les inégalités entre les pays et au sein même des pays se sont exacerbées et nous sommes aussi face à une crise climatique, sur fond d'une croissance sur une trajectoire descendante ces 10 dernières années. C'est pour cela qu'il est important, selon elle, d'agir pour préparer les 50 prochaines années et chercher à bâtir des ponts qui mèneront vers une croissance robuste, durable et inclusive.

L'Afrique est directement concernée par cette dynamique. «Pour que l'économie mondiale prospère au 21e siècle, l'Afrique doit prospérer», selon la DG du FMI. Concrètement, «les pays avancés connaissent un

vieillesse démographique rapide, mais disposent d'immenses capitaux. Il sera essentiel de relier ces capitaux aux abondantes ressources humaines de l'Afrique pour insuffler plus de dynamisme aux perspectives actuelles de croissance mondiale, qui sont anémiques». C'est dans ce sens que le FMI a un rôle décisif à jouer pour aider les pays à faire des choix et à suivre des stratégies de croissance qui portent leurs fruits. Cela en mettant l'accent sur une série de priorités: renforcer la stabilité économique et financière, jeter les fondements d'une croissance durable et inclusive, mettre en place de solides institutions publiques, améliorer la gouvernance et la capacité des Etats à promouvoir une croissance inclusive...

Dispositif

LE Maroc s'est bien préparé, avec une mobilisation complète de ses aéroports, ses hôtels et établissements d'hébergement, ainsi que des moyens de transport adéquats au niveau tant national que local. C'est ce qu'a annoncé Nadia Fettah, ministre des Finances. L'idée est d'être au rendez-vous pour accueillir les participants à ce grand événement de la finance internationale, organisé une fois tous les 3 ans hors Washington, dans un pays membre. Au total, 12.000 participants de haut niveau sont attendus. Cela concerne notamment 189 délégations officielles

conduites par les ministres en charge de l'économie et des finances, les gouverneurs des Banques centrales, les présidents et DG des institutions internationales ou régionales, les patrons de la finance internationale, les experts et universitaires, les représentants d'ONG internationales ou locales. Le Maroc a été sélectionné pour accueillir ces Assemblées au terme d'un processus d'évaluation des candidatures déposées par 13 pays. Prévue en 2021, cette manifestation a été reportée en raison des conséquences de la pandémie Covid-19. □

De son côté, Nadia Fettah, ministre des Finances, a affirmé, jeudi dernier, que ces Assemblées annuelles «constituent l'occasion de faire entendre la voix de l'Afrique et des pays du Sud». Pour elle, «ce rendez-vous majeur permettrait de mieux aborder, approcher et soulever les problèmes et défis que les pays en développement se doivent de relever en Afrique en particulier, et dans l'hémisphère Sud en général». La ministre a insisté sur l'importance de ces rencontres qui permettront «d'explorer les opportunités à même de promouvoir le développement dans le monde, de partager les expériences et d'entrevoir les solutions aux problèmes dont pâtit le monde, particulièrement ceux liés à la finance publique, aux crises sanitaires, au dérèglement climatique ou encore aux mutations géostratégiques». Au programme de cet événement, des side-events pour discuter de thématiques urgentes comme la crise énergétique, les défis climatiques, la migration, la relance post-Covid, la fragmentation politique et économique au niveau mondial. □

M.A.M.

Relations avec le FMI

LE Maroc est membre des deux institutions de Bretton Woods depuis 1958. Ses relations de coopération avec le FMI portent principalement sur les missions de consultation et l'appui sous forme financier et d'assistance technique. En avril dernier, grâce à la résilience dont a fait preuve l'économie marocaine et à ses fondamentaux économiques très solides, le Maroc a réussi à accéder à un instrument de précaution, dédié à un club plus restreint, à savoir la Ligne de crédit modulable. Le recours à cette facilité, d'un montant de 5 milliards de dollars, s'inscrit dans le cadre d'une démarche anticipative visant à se prémunir contre les chocs externes et à contribuer à assurer les conditions propices à la poursuite de la mise en œuvre des réformes prévues. □

Volume des engagements et appui aux réformes structurelles au Maroc (Banque mondiale)

- 1,85 milliard de dollars d'engagements en 2023
- 1,83 milliard de dollars d'engagements en 2022
- 500 millions de dollars pour le projet de renforcement du capital humain
- 450 millions de dollars pour le programme de réforme de la santé
- 450 millions de dollars pour la 3e opération d'inclusion financière et numérique
- 180 millions de dollars pour le projet de résilience et de durabilité de l'irrigation
- 350 millions de dollars pour le financement additionnel du projet de la protection sociale. □



Logistique: Les grands moyens déployés

■ 500 étudiants désignés officiers de liaisons pour accompagner les VIP

■ La gouvernance du projet confiée au Comité de pilotage présidé par le chef du gouvernement.

LES caméras du monde entier sont braquées cette semaine sur Marrakech. La tenue des Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI y est pour quelque chose. Les retombées de cet événement planétaire sur l'image du Maroc n'ont pas de prix. En attendant, les préparatifs ont été réglés comme du papier à musique. Le chantier a commencé le 6 janvier et livré le 25 septembre, sans le moindre glissement dans le calendrier. Cela montre l'ampleur de la mobilisation des parties prenantes marocaines dans la réussite de cette opération, considérée comme le plus grand rendez-vous mondial de la finance après le Covid.

Selon Mohamed Kharmoudi, coordinateur de l'organisation de ces Assemblées, le Maroc s'est fixé deux objectifs à atteindre. Le premier est de réussir cet événement sur les aspects logistiques et techniques. Le second est de profiter de cette fenêtre pour présenter les avancées réalisées par notre pays au niveau économique et social, sous l'égide de SM le Roi, a-t-il noté. Il est à préciser qu'il est directeur des Affaires administratives et générales et vient d'être nommé à la tête de la Direction des Domaines de l'Etat au ministère des Finances.

Depuis le début de septembre, il est installé sur place, à Marrakech,



Selon Mohamed Kharmoudi, coordinateur de l'organisation de ces Assemblées, le Maroc s'est fixé deux objectifs à atteindre. Le premier est de réussir cet événement sur les aspects logistiques et techniques. Le second est de profiter de cette fenêtre pour présenter les avancées réalisées par notre pays au niveau économique et social (Ph. DR)

pour veiller de près à la réussite de ces Assemblées. Toujours sur le registre de la logistique, le coordinateur cite une opération considérée comme une première. En effet, le Maroc a mobilisé 500 étudiants de 5 universités marocaines publiques et privées. Ils ont bénéficié d'une formation et d'un accompagnement pour mieux s'acquitter de leurs missions. Ils vont jouer le rôle d'officiers de liaisons pour accompagner les participants VIP. Une initiative qui ne manquera pas de mettre en valeur la force et l'hospitalité de la jeunesse marocaine dans la construction de son pays. Surtout que les organisateurs ont accredité 11.568 participants sur 13.028 inscriptions. Sur les 180 délégations accréditées, 50 viennent des pays d'Afrique, 44 d'Europe, 41 d'Asie, 31 d'Amérique et 14 d'Océanie.

■ Les escales de la Route vers Marrakech: Avant ce rendez-vous, une opération de communication avait été montée et baptisée la Route de Marrakech.

Il s'agissait d'organiser des rencontres avec les représentations diplomatiques accréditées au Maroc, le secteur privé, les médias, les étudiants volontaires, les parlementaires et les ONG. Plusieurs hauts responsables de la Banque mondiale et du FMI ont fait le déplacement au cours de cette année. A cela s'ajoutent plus de 20 conférences, tables rondes et workshops réalisés au cours de la période de juin à septembre 2023. Sans parler de programmes d'exposition à Washington à l'occasion des Assemblées annuelles 2022 et les Réunions du printemps 2023. Une campagne de communication digitale sur les réseaux sociaux avec la mise en ligne d'un site web dédié aux Assemblées annuelles 2023. Outre une campagne publicitaire sur les chaînes de télévision et radios nationales, on compte la production de plusieurs outils audiovisuels dont une vidéo promotionnelle du Maroc, des capsules avec plusieurs ministres et un film institutionnel sur le pays hôte.

■ Visa, santé, tourisme... D'autres prestations logistiques ont été mises en place. C'est le cas des formalités d'obtention du visa simplifiées et dématérialisées et un dispositif d'accueil personnalisé aux aéroports. En outre, un dispositif de sécurité adéquat a été déployé au niveau des hôtels officiels, des sites des conférences et en ville. Idem pour le staff médical sur le site et au niveau de la ville de Marrakech. De même, les organisateurs ont installé une plateforme d'hébergement

pour les délégations officielles et les autres catégories de participants. Au niveau logistique, un service de transport des participants est programmé. Il porte sur les trajets entre les aéroports et les hôtels et entre les hôtels et le site des conférences. Par ailleurs, un programme social et touristique pour les participants est également au menu.

Mohamed CHAOUI

Le Maroc au cœur de la programmation

«C'EST une première dans l'histoire des Assemblées qu'un pays hôte soit si présent dans le programme scientifique de cette manifestation au point qu'une cinquantaine de personnalités vont intervenir au cours de la semaine», a souligné Mohamed Kharmoudi.

A titre de comparaison, dans l'édition de 2018, l'Indonésie était présente par un seul événement, celle de Lima au Pérou par deux événements. «Nous sommes présents également à travers le pavillon Maroc qui se trouve à la place centrale du village. Ainsi, les participants peuvent y découvrir toute la richesse et la diversité de la culture de notre pays», a-t-il indiqué. Déjà, le programme de cette manifestation durant toute la semaine donne au Maroc une présence significative. Le jour de l'ouverture lundi, on prévoit un panel sur «le Maroc, terre privilégiée pour les investissements privés». Le lendemain, un événement porte sur comment faire face aux grands chocs systémiques et valoriser la stabilité en mouvement. Le programme prévoit une conférence mercredi 11 octobre sur la «résilience, émergence, solidarité et neutralité carbone». Sur la liste aussi, une conférence sur le thème du futur résilient pour l'Afrique, une finance durable pour soutenir les initiatives climats.

D'autres événements sont co-organisés avec le FMI et la Banque mondiale, à travers le lancement du livre sur le Maroc, le jour de l'ouverture de la manifestation. De même, un séminaire bancaire international avec le G-30 et une session sur l'inclusion financière le même jour sont au menu.

Abdellatif Jouahri à la tête du comité scientifique

QUANT à la gouvernance du projet, elle a été confiée au Comité de pilotage national, présidé par le chef du gouvernement. Il est composé de 10 ministres et du wali de Bank Al Maghrib.

Le comité interministériel, piloté par le ministère des Finances coordonne l'action des différents départements ministériels concernés. Le comité scientifique, présidé par le wali de BAM qui apporte une réflexion sur la présence du Maroc dans le programme des Assemblées

annuelles de 2023 et veille aux choix des thématiques à débattre. Quant au comité d'organisation, il est composé des représentants du ministère de l'Economie et des finances et de Bank Al Maghrib. Il est chargé de la préparation et de l'organisation de l'événement et constitue l'interface avec les deux institutions financières. Enfin le comité régional est présidé par le wali de la région de Marrakech-Safi. Il assure le suivi et la coordination de l'action des services déconcentrés. □



Comment Marrakech s'est préparée

■ 9 mois pour construire le site de Bab Ighli, le campus qui accueille les travaux

■ Un lifting pour la ville aux pourtours du site pour 360 millions de DH

JOUR J pour le grand événement qui comprend les Assemblées annuelles du groupe Banque mondiale et FMI dans une ville totalement relookée. Marrakech s'est en effet refait une beauté pour accueillir le rendez-vous mondial du gotha économique. A vrai dire, elle ne manquait de rien la ville ocre. Elle était et reste le fleuron du tourisme. Une ville réputée aussi pour la beauté de son architecture et pour son climat. Il a tout de même fallu la relooker, l'embellir et surtout élargir ses voiries. «Les autorités de la ville n'ont pas lésiné sur les moyens pour que les Assemblées se déroulent dans les meilleures conditions», indique Fatima Ezzahra El Mansouri, maire de Marrakech. Un budget de 630 millions de DH a été alloué rien qu'à la mise à niveau urbaine, notamment aux alentours du site Bab Ighli qui accueille le campus du groupe Banque mondiale. Ce budget est financé par plusieurs départements: les ministères de l'Intérieur, des Finances, de l'Urbanisme, le conseil de la ville et la Région. En deux mois (août et septembre), tout est passé au peigne fin et Marrakech est aujourd'hui totalement métamorphosée. Les quartiers de sa médina, impactés par le séisme,



Dès de la sortie de l'aéroport Marrakech Menara, les visiteurs sont embarqués dans le monde des Assemblées annuelles du groupe BM/FMI (Ph. Mokhtari)

sont en train d'être renforcés et un plan de reconstruction démarrera incessamment. Au pourtour de Bab Ighli, les routes ont été entièrement refaites. Travaux d'éclairage, de signalisation, installation de nouveaux lampadaires, rien n'a été oublié. Des palmiers California ont été plantés en bordure des voies et de nouveaux réverbères installés. Les travaux d'embellissement n'ont pas concerné uniquement l'Agdal, mais aussi les entrées de Marrakech, la grande avenue Abdelkrim Khattabi, qui est un des prolongements de cette entrée menant vers l'avenue Mohammed VI... Outre l'éclairage renforcé, un nouveau carrelage a été installé. Les grandes avenues ont été agrémentées de fleurs. Malgré le séisme, les responsables de la ville ont fait un travail titanesque pour enlever toute trace de gravât et terminer à temps le chantier d'élargissement et d'embellissement. Du reste, des espaces verts ont été créés partout.

La ville était fin prête J – 8 (le 30 septembre), une semaine avant le début des travaux à Bab Ighli. Ici, le site qui abrite les travaux des Assemblées est conçu sous la forme d'un cercle de 550 mètres de diamètre. Soit une surface de 23 hectares. Il est organisé en 4 quartiers avec une architecture fluide. Fort de ses 44 hectares dont la moitié est aménagée en salles de conférence et l'autre en parking, l'espace a été retenu pour recevoir la conférence en raison de son emplacement, au cœur de Marrakech, et sa proximité des hôtels.

En tant que pays hôte, le Maroc a démarré les travaux le 26 janvier dernier. Le site sera ensuite démoli le 16 octobre. «Le choix des matériaux utilisés comme le bois et les tentes s'inscrivent justement dans le cadre de la durabilité», explique Nadia Fettah Alaoui, ministre des Finances et de l'Economie. Ainsi, tout ce matériel va être mis à la dis-

position du ministère de l'Éducation nationale pour les écoles, précise le ministre. Côté logistique d'accueil, le Maroc a mis en place une plateforme de demande de visa par le ministère des Affaires étrangères, de la Coopération internationale et des MRE en parallèle avec l'ouverture du processus d'accréditation de la BM/FMI. Un dispositif d'accueil et d'information est prévu pour assister les participants dans les formalités et les prendre en charge au niveau du transport dès l'accueil à l'aéroport. Ce dispositif sera également déployé au niveau des hôtels qui accueilleront les délégations. En effet, 23 établissements hôteliers ont été réservés par les deux institutions avec l'appui des autorités marocaines pour accueillir les délégations officielles. Enfin, côté transport, une flotte de 200 bus de 48 places et de 23 places va être mobilisée avec l'identification de 11 lignes de transport dédiées pour assurer une fréquence adéquate en prenant en considération les périodes de forte affluence. Les participants seront aussi connectés. Les trois opérateurs sont de la partie. Ils vont mettre et à titre gracieux, près de 15.000 cartes SIM 4G dotées de 5 Go. Ces cartes seront distribuées exclusivement aux participants aux aéroports.

La logistique comprend par ailleurs un dispositif sanitaire sur le site de l'événement avec deux cliniques pour les premiers soins, la mobilisation des hôpitaux et cliniques de la ville de Marrakech et la mise à disposition de médecins au niveau des hôtels officiels. □

B.B.

Forte mobilisation au sein de l'aéroport Menara

MOBILISATION aussi à l'aéroport Menara de Marrakech. L'ONDA a mobilisé tous ses partenaires pour accueillir les financiers du monde entier dans les meilleures conditions de sûreté, de sécurité et de qualité de service, pour que «l'expérience passager» de ces milliers de participants commence de la meilleure des façons. Ainsi, une attention particulière a été portée à la préparation et la gestion opérationnelle des circuits des passagers et de leurs bagages ainsi que celui des avions, détaille Nawal Mounir, directrice de l'aéroport. C'est dans ce dernier qu'ont atterri la grande majorité des participants et continueront d'arriver les prochains jours. L'ONDA a sensibilisé et renforcé les équipes de la sécurité de la navigation aérienne ainsi que des effectifs d'orientation et d'assistance tout au long du parcours des passagers. Il y a eu aussi un renforcement des effectifs de tous les postes contrôle aux frontières. □

Les FRA prêtent leur parkings avions

L'OFFICE a mis en place de nouvelles procédures adaptées permettant l'accueil efficace et fluide d'un nombre plus important d'avions. En coordination avec les Forces Royales Air, l'aéroport de Marrakech a pu augmenter le nombre de postes de stationnement des avions par la fusion des infrastructures aéronautiques civiles et militaires. D'autres postes ont également été identifiés au niveau d'autres plateformes aéroportuaires en cas d'éventuel besoin. Au sein de l'aéroport, les salons VIP ont été aussi relookés pour créer des espaces privés confortables et esthétiques. De son côté, la Royal Air Maroc met également en place un dispositif spécial à l'occasion des Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international (FMI) avec une offre de 18.000 sièges, des capacités additionnelles et un renforcement des fréquences, des moyens matériels et humains notamment à Marrakech, Casablanca, Washington, New York, Paris, Bruxelles et Doha. Il est attendu que des participants accèdent à Marrakech via des vols de l'aviation d'affaires. L'Office a également accordé une attention particulière aux terminaux aviation d'affaires pour hisser le niveau de qualité de service rendue par les opérateurs de ce segment d'aviation et donner la meilleure impression auprès des différents visiteurs internationaux attendus. □

pour accueillir le gotha économique

Reportage photos Mokhtari



Une flotte de 200 bus de 48 places et de 23 places est mobilisée pour le transfert des aéroports mais aussi entre le site et les hôtels



Un dispositif d'accueil a été mis en place à l'aéroport Marrakech Menara. La ville accueille depuis le 1er octobre 920 vols par semaine et ce nombre va être porté à 1.000 à partir du lundi 9 octobre



L'infrastructure pour l'accueil des personnalités en jet privé a tout aussi bénéficié d'un réaménagement pour les Assemblées annuelles du groupe BM/FMI



22 hectares de structures aménagées! Le premier enjeu étant d'en faire un «outil de travail», un campus qui accueille 14.000 personnes par jour pendant une semaine



Un grand travail d'élargissement et de lifting a été fait sur l'avenue Abdelkrim El Khattabi et notamment les intersections avec les avenues Mohammed VI et Mohammed V



Les structures en bois installées à Bab Ighli seront mises à la disposition de l'Éducation à la fin de l'événement



Plusieurs sites d'information ont été installés à Bab Ighli et sont à la disposition des participants pour être dirigés vers les salles, la restauration ou le transfert



Le campus Bab Ighli comprend une plénière pour 4.000 personnes, 46 salles d'une superficie allant de 250 à 1.200 m², 650 espaces bureaux, des centres médicaux...



L'économie marocaine résiste

■ **Contexte d'amélioration des perspectives, selon la Banque mondiale**

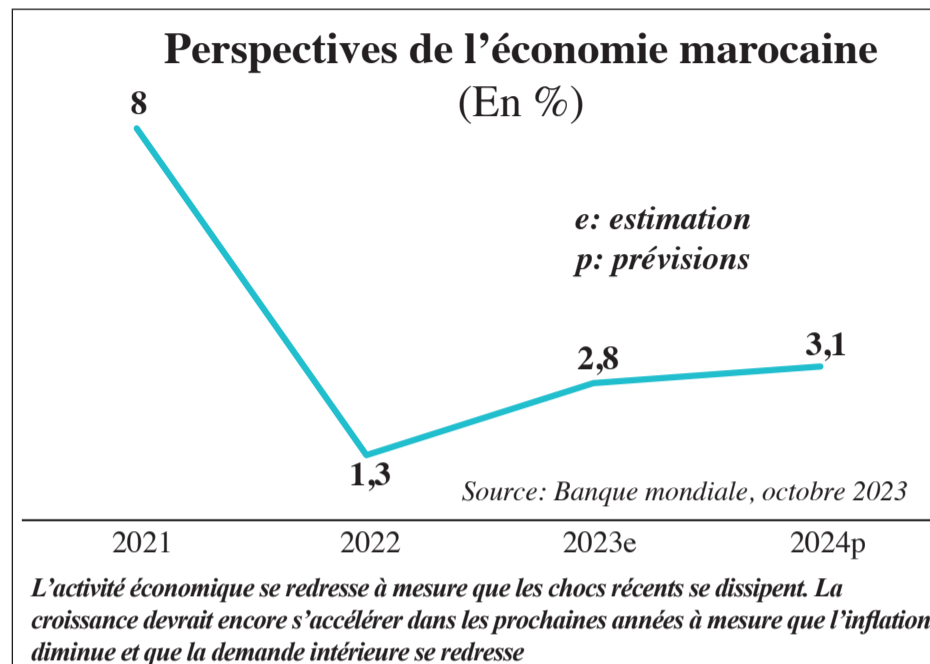
■ **Agriculture, tourisme, envois de fonds, IDE, industrie... des catalyseurs**

■ **Séisme d'Al Haouz: Premiers impacts**

L'ÉCONOMIE marocaine se redresse. La croissance du PIB devrait s'accélérer pour atteindre 2,8% en 2023 (contre 1,3% en 2022). Elle atteindrait jusqu'à 3,1% en 2024, puis 3,3% en 2025. Ce sont les nouvelles projections de la Banque mondiale publiées en marges des Assemblées annuelles qui se tiennent conjointement avec le FMI du 9 au 15 octobre à Marrakech.

Ces indicateurs se rapprochent de ceux de Bank Al-Maghrib: «Au niveau national, après la décélération à 1,3% en 2022, la croissance connaîtrait, compte non tenu des conséquences du séisme d'Al Haouz et des retombées des mesures de reconstruction et de relance annoncées, une amélioration graduelle passant à 2,9% en 2023 puis à 3,2% en 2024».

En comparaison avec d'autres institutions, la croissance du PIB marocain devrait s'établir à 3,1% en 2023 puis atteindre 3% en 2024, selon les prévisions de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD). Et d'ajouter, «même si les dépenses de reconstruction post-séisme pourraient stimuler la croissance à moyen terme, elles pourraient également accroître les besoins de financement». Au moment de la rédaction du rapport de la Banque mondiale, aucune évaluation complète des impacts n'était disponible pour intégrer les effets du récent tremblement de terre dans ces projections. Toutefois, les informations préliminaires suggèrent que les impacts macroéconomiques seront modérés, canalisés principalement par le tourisme, ce qui pourrait réduire la croissance du PIB jusqu'à 0,3 point de pourcentage en 2023. Le secteur agricole devrait contribuer à cette accélération, à mesure que les principales cultures se remettent progressivement de la sécheresse de l'année dernière et reviennent à des niveaux



moyens en 2024. Les services resteront un contributeur majeur à la croissance grâce à un secteur touristique dynamique, qui devrait se remettre

relativement rapidement des conséquences du séisme. La performance du secteur manufacturier sera tempérée par la faiblesse des conditions

mondiales et le ralentissement de la construction. La demande intérieure devrait commencer à se remettre des chocs récents, soutenue par une amélioration des conditions du marché du travail, les envois de fonds et la modération progressive de l'inflation. Parallèlement à l'atténuation du choc des termes de l'échange lié à la guerre en Ukraine, l'augmentation du tourisme et des envois de fonds contribuera également à réduire le déficit du compte courant à 1,3% du PIB en 2023, qui se creuserait à 2,6% du PIB en 2024 à mesure que la demande intérieure se redresserait. Malgré son augmentation temporaire au cours des premiers mois de 2023, le déficit budgétaire devrait diminuer modérément pour atteindre 4,6% du PIB cette année grâce à une solide collecte des recettes. □

Fatim-Zahra TOHRY



Bon cru au 1er trimestre 2023



APRÈS une forte décélération en 2022, le PIB réel du Maroc a augmenté de 3,5% au premier trimestre 2023. Cela s'explique en partie par un effet de base, alors que la production agricole a commencé à se remettre de la sécheresse de l'année dernière. Et aussi par l'expansion de 5,4% du secteur des services, stimulée par un rebond du tourisme. Du côté de la demande, les exportations nettes sont devenues le principal contributeur à la croissance malgré l'affaiblissement de l'économie mondiale. Conjugué aux envois de fonds importants des travailleurs émigrés, cela a abouti à un léger excédent du compte courant au premier trimestre 2023, après le déficit de 3,5% du PIB de l'année dernière. Après avoir culminé à 10,1% en février, l'inflation annuelle est tombée à 4,9% en juillet, principalement en raison de la baisse des prix du carburant. La banque centrale a donc décidé de suspendre le cycle de resserrement de sa politique monétaire après trois hausses à partir de septembre 2022 pour un montant cumulé de 150 points de base, jusqu'à 3%. Avec des attentes d'inflation sur deux ans à 4,7%, le taux directeur reste négatif en termes réels. Les recettes publiques ont continué de croître régulièrement, tandis que les subventions ont mécaniquement diminué, parallèlement aux prix du gaz butane. Cette aubaine n'a pas encore réduit le déficit en 2023, en hausse de 9% au cours des sept premiers mois de l'année par rapport à la même période de 2022, reflétant de fortes dépenses alors que le gouvernement met en œuvre des mesures clés (réformes, liquidité, crise de l'eau). □

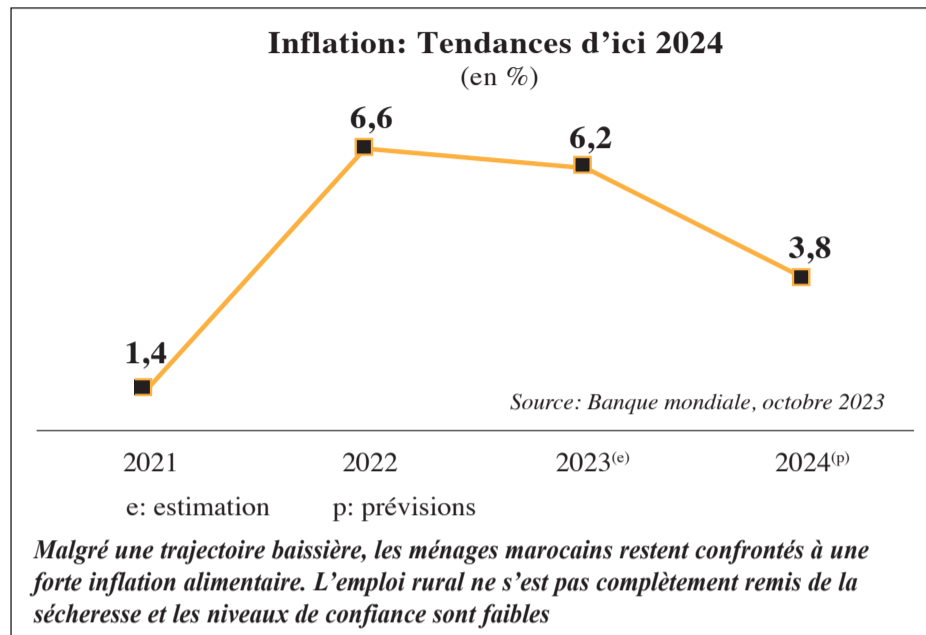
Des succès dans les secteurs stratégiques

■ Le Maroc a maintenu une monnaie stable et a renforcé ses réserves de liquidités extérieures

■ Un bon accès aux marchés financiers internationaux et d'importants volumes d'IDE

LA résilience extérieure du Maroc a été relativement forte face aux multiples perturbations mondiales telles que la pandémie de Covid-19 et la guerre en Ukraine, selon les économistes de la Banque mondiale. Le pays a maintenu une monnaie stable, renforcé ses réserves de liquidités extérieures, maintenu un bon accès aux marchés financiers internationaux et continué d'attirer d'importants volumes d'IDE. Le Royaume a également connu plusieurs succès dans les secteurs stratégiques. Il s'agit notamment de la croissance rapide de son industrie automobile, la consolidation du port de Tanger en tant que pôle logistique de premier plan, ou encore la transformation du secteur des phosphates en un fournisseur majeur d'engrais pour l'Afrique.

Et pourtant, les performances de l'économie marocaine ont été minées par des faiblesses structurelles, note le rapport de la BM. La croissance du PIB a été volatile et a suivi une tendance globale à la baisse, aggravée par la fréquence croissante des graves sécheresses. L'investissement privé n'est pas encore revenu aux niveaux d'avant la pandémie, et le secteur public reste le principal investisseur dans l'économie. Le récent tremblement de terre met en évidence la persistance de poches de pauvreté et d'exclusion, alimentées en partie par un



Le Maroc a connu plusieurs succès dans les secteurs stratégiques. Il s'agit notamment de la croissance rapide de son industrie automobile, la consolidation du port de Tanger en tant que pôle logistique de premier plan, ou encore la transformation du secteur des phosphates en un fournisseur majeur d'engrais pour l'Afrique (Ph. L'Economiste)

marché du travail qui ne crée pas suffisamment d'emplois pour les femmes et les jeunes.

Le gouvernement est engagé dans un ambitieux programme de réformes pour relever certains

de ces défis. Il vise à renforcer le capital humain en universalisant l'accès à la santé et à la protection sociale et en améliorant la qualité de l'éducation. Le nouveau Fonds d'investissement Mohamed VI et la Charte de l'investissement récemment approuvée visent à soutenir un modèle de croissance axé sur le secteur privé et créateur d'emplois. Les réformes de la gouvernance des entreprises publiques visent à améliorer la gestion stratégique et les performances du secteur public. La mise en œuvre réussie de ces réformes sera cruciale pour placer le Maroc sur la voie d'une croissance plus forte et plus inclusive,

L'impact de l'inflation sur le bien-être

LE nouveau programme d'allocations familiales qui sera déployé à la fin de cette année exercera une pression sur les dépenses publiques en 2024. Toutefois, la réforme envisagée des subventions aux prix et les opérations de monétisation des actifs du gouvernement devraient maintenir le déficit sur une trajectoire descendante, stabilisant le ratio d'endettement en dessous de 69% du PIB. Après des années de détérioration et plus récemment, la stagnation et la pauvreté extrême et modérée devraient reprendre leur lent déclin en 2023, revenant à leur niveau d'avant la pandémie. Cependant, les projections neutres en

matière de distribution sous-estiment probablement l'impact de l'inflation sur le bien-être, qui frappe de manière disproportionnée le bas de la distribution, comme l'a fait le tremblement de terre. De manière plus réaliste, il est possible que la pauvreté ait augmenté dans les zones rurales, également touchées par des pertes d'emplois continues. Avec le recul de l'inflation, le déploiement progressif de la réforme de la protection sociale et l'annonce des transferts monétaires temporaires destinés aux victimes du séisme, la pauvreté devrait diminuer de manière plus décisive à partir de 2024. □

résume la Banque mondiale. Malgré l'accélération de la croissance, les chocs récents continuent d'avoir des répercussions prononcées sur le bien-être. À 11,7%, l'inflation alimentaire reste élevée, affectant de manière disproportionnée les pauvres. La consommation des ménages s'est contractée de 0,6% en 2022 et a stagné au premier trimestre 2023. La création nette d'emplois est négative dans les zones rurales, où les niveaux de pauvreté sont plus élevés. L'indice de confiance des ménages HCP est à son plus bas niveau depuis qu'il a commencé à être produit en 2008. □

Fatim-Zahra TOHRY



L'économie mondiale doit prospérer avec l'Afrique

■ Cela dynamisera la croissance

■ Changement climatique, soutien au développement économique et social... les challenges

«**L**ES inégalités, entre les pays et au sein même des pays, se sont exacerbées et nous sommes aussi face à une crise climatique qui menace notre existence. La croissance suit par ailleurs une trajectoire descendante ces dix dernières années». La semaine dernière à Abidjan, Kristalina Georgieva, directrice générale du FMI, a énuméré les avancées réalisées au cours des dernières années tout en pointant les inégalités. Elle s'est livrée à un véritable plaidoyer appelant à construire des ponts entre les pays développés et ceux du continent africain. «L'Afrique dispose de ressources abondantes, d'une créativité et d'une énergie inépuisables. À l'échelle mondiale, la population de l'Afrique est à la fois la plus jeune et celle dont la croissance est la plus rapide». Pour que l'économie mondiale prospère au 21^e siècle, l'Afrique doit prospérer. «Les pays avancés connaissent un vieillissement démographique rapide, mais dis-



Il sera essentiel de relier les capitaux des pays avancés aux ressources humaines de l'Afrique, estime Kristalina Georgieva, DG du FMI (Ph. AFP)

posent d'immenses capitaux. Il sera essentiel de relier ces capitaux aux abondantes ressources humaines de l'Afrique pour insuffler plus de dynamisme aux perspectives actuelles de croissance mondiale, qui sont anémiques».

Aux Assemblées du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale qui démarrent aujourd'hui lundi 9 octobre à Mar-

rakech, l'Afrique sera au centre des discussions. La patronne du Fonds plaide pour une troisième chaise africaine au sein du conseil exécutif, ce qui devrait permettre de renforcer la voix de l'Afrique au sein de l'institution de Bretton Woods.

Pour Nadia Fettah Alaoui, ministre de l'Economie et des Finances, les discussions des deux institutions de Bretton Woods sont importantes pour le Maroc. Dans un entretien accordé récemment à L'Economiste, la ministre a expliqué que la question de fond est de revoir l'action de ces institutions financières mul-

tilatérales. Celles-ci doivent trouver des solutions à un challenge en trois points. D'abord, la sortie des crises actuelles qu'il faut financer. Ensuite, poursuivre la mission principale qui n'est autre que le soutien au développement économique et social. Enfin, financer le changement climatique. «C'est très important et c'est exactement ce que nous faisons au Maroc. Nous gérons l'urgence quotidienne liée aux répercussions de la crise, mais nous avons un agenda de réforme, sociales fort et des projets sur le renouvelable et sur l'eau qui sont intimement liés aux impacts sur le climat», a souligné la ministre. Elle ajoute que «c'est aussi une occasion importante de démontrer que le Maroc a fait des avancées majeures dans beaucoup de sujets économiques et sociaux sous la vision éclairée et les orientations de Sa Majesté». Le Maroc a de fortes ambitions pour les prochaines années. Il figure parmi les rares pays à disposer d'un nouveau modèle de développement qui fixe un horizon moyen terme à 2035 et qui offre un portefeuille de projets d'investissement ou de projets sociétaux extrêmement importants. «Nous avons une excellente relation avec les institutions financières. Nous sommes le premier pays de la région Mena et du continent à avoir eu la ligne de flexibilité». Cela démontre une maturité dans l'usage pertinent des différents instruments et outils qu'offrent ces institutions. □

K.M.

Dynamique de l'inflation et anticipations

ELLE mine la confiance des consommateurs et des investisseurs, fragilise les fondements de la croissance et surtout, frappe de plein fouet les membres les plus démunis de la société. Contre l'inflation des mesures ont été prises par les banques centrales et des politiques budgétaires responsables ont été menées. Cela s'est traduit par son recul dans la plupart des pays, mais elle devrait rester supérieure à la cible dans un certain nombre de pays jusqu'en 2025. Selon la directrice générale du FMI, pour gagner la bataille contre l'inflation, il faut maintenir les taux d'intérêt à des niveaux plus élevés plus longtemps. «Il est en effet primordial d'éviter d'assouplir prématurément la politique monétaire, compte tenu du risque de recrudescence de l'inflation». Dans une analyse, le FMI montre que les anticipations d'inflation jouent un rôle de plus en plus important dans les hausses de prix. «Une analyse empirique révèle le rôle accru des anticipations d'inflation à court terme dans la dynamique de l'inflation. Les chocs inflationnistes sur l'offre ont des effets durables et la politique monétaire est moins efficace lorsque les anticipations sont rétrospectives», estime l'étude. Les experts du FMI estiment «qu'en améliorant les cadres de politique monétaire, notamment les stratégies de communication, on peut orienter les anticipations des agents économiques et ramener l'inflation à son niveau cible plus rapidement et à moindre coût pour l'activité économique, et ainsi compléter les politiques cycliques traditionnelles». Et d'ajouter «pour que l'opinion comprenne mieux la problématique de l'inflation, les décideurs doivent faire connaître clairement leurs objectifs». □

Le fardeau de la dette

LES chocs des dernières années ont encore alourdi le fardeau de la dette de nombreux pays, notamment en Afrique. «Alors que leur espace budgétaire est faible, voire inexistant, et que les coûts du service de la dette augmentent, de nombreux gouvernements doivent prendre des décisions difficiles. Ils doivent privilégier les dépenses et faire connaître clairement des plans budgétaires à moyen terme afin de gagner en crédibilité et réduire leur endettement», souligne la directrice générale du FMI. En tout cas, plus de la moitié des pays en développement à faible revenu sont en situation de surendettement ou présentent un risque élevé de surendettement, et environ un cinquième des pays émergents ont émis des obligations souveraines qui s'échangent à des prix fortement décotés.

«Pour les pays en développement à faible revenu, il s'agit avant tout de renforcer leur capacité à recouvrer davantage de recettes fiscales. Pour ceux dont la dette est insoutenable, il convient aussi d'adopter une stratégie plus globale, associant discipline budgétaire et la restructuration de la dette au titre du cadre commun du Groupe des Vingt (le mécanisme multilatéral d'annulation et de restructuration de la dette souveraine)», estiment les experts du FMI. □